

13^o *Droit d'étal* (arrêtés des 30 octobre 1871, 26 avril 1872, 26 janvier 1874 et décision du 14 juillet 1873) :

0 fr. 50 par mètre carré et par jour.

Art. 8. Les chefs des services de l'enregistrement et des contributions sont chargés de la liquidation et du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessus désignées, tant directes qu'indirectes, revenant à la colonie.

Art. 9. Toutes les contributions directes ou indirectes autres que celles ci-dessus spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient des rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Art. 10. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 11. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 22 décembre 1876.

Signé : L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

Signé : LA BARBE.

N^o 516. — *ARRÊTÉ* du 23 décembre 1876 fixant le nombre de journées de prestation à fournir par les indigènes.

Le Commandant des Etablissements français de l'Océanie; Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'article 9 de la loi du 6 avril 1866 en ce qui concerne les travaux d'entretien et de propriété des routes ;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 26 janvier 1874, ensemble l'article 2 de l'ordonnance du 22 mai 1876 ;

Sur l'avis du directeur des ponts et chaussées et les propositions de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et du directeur des affaires indigènes ;